

R A P P O R T M O R A L

Dijon - 7 au 13 Avril - 1963.

Chers Camarades

En commençant ce rapport moral qui, selon la tradition, sera à la fois un rapport d'activité et un rapport d'orientation, je crois qu'il est nécessaire de donner un rapide panorama de la situation que connaissait l'U.N.E.F, il y a juste un an.

Nous sortions, ainsi que chacun pouvait s'en apercevoir, d'une période dans laquelle l'U.N.E.F. avait, certes, acquis ses lettres de noblesse mais dans laquelle aussi elle avait usé une bonne partie de ses forces.

Pour les étudiants, et à fortiori pour les cadres syndicaux, la guerre d'Algérie était devenue la chose de tous les jours et pendant trois ans au moins les militants avaient lutté pour une solution pacifique du conflit. D. WALLON pouvait déjà saluer le cessez-le-feu, quelques temps après c'étaient la Paix et l'Indépendance de l'Algérie, pour le plus grand nombre la fin d'un cauchemar.

C'est dans cette période que le nouveau Bureau prenait ses fonctions.

Depuis plusieurs mois, les responsables syndicaux, tant au Bureau National que dans les A.G.E., présentant l'issue du problème algérien et conscients de la situation des militants, s'étaient penchés sur les problèmes d'orientation, d'organisation auxquels devrait faire face le nouveau Bureau, en tenant compte de la situation politique nouvelle devant laquelle il se trouverait placé.

Par ailleurs, la création d'une organisation se voulant rivale de l'U.N.E.F. et bénéficiant de l'appui gouvernemental n'était pas à ce moment-là sans poser des problèmes, tant au niveau des institutions (Centre des Oeuvres, Haut-Comité) qu'à celui de la représentation à la base.

Enfin, l'attitude des Pouvoirs Publics à l'égard de l'U.N.E.F., les tentatives de pression, les chantages, les brimades, constituaient un point difficile à élucider tant que la situation politique n'était pas clarifiée.

Simultanément, l'insuffisance de l'information immédiate sur ce que pouvait être l'attitude de la masse des étudiants constituait une difficulté supplémentaire dans la détermination des tâches du nouveau Bureau.

Sans doute le manque de temps pour assurer cette réflexion, l'ignorance des conditions exactes dans lesquelles nous allions nous trouver, ont conduit à des positions floues, à des notions vagues, à une impression de flottement préjudiciable à l'ensemble du mouvement puisque la cohésion des A.G.E. autour du Bureau National semblait peu solide.

...

Cette série de facteurs, des conditions matérielles difficiles, une incompréhension bien plus souvent formelle que fondamentale, devaient entraîner la démission du Bureau présidé par François LEMEILLEUR en Juillet 1962.

Et sans doute cette péripétie a-t-elle amené des difficultés nouvelles qui ont entravé encore davantage le démarrage réel de l'action du Bureau.

Par la suite, les démissions successives de membres du Bureau, la situation financière, ajoutèrent encore à la confusion et constituèrent un handicap permanent. Il n'y a pas lieu de chercher là des justifications pour le Bureau, mais au contraire la traduction dans les faits d'une situation qu'il convient de clarifier définitivement.

Dans le même temps, l'indécision des Associations Générales, qui se manifestait par des votes contradictoires d'une Association Générale à l'autre, témoignait aussi des mêmes problèmes au niveau de beaucoup d'A.G.E.

La somme de ces faits nous conduit à placer l'année écoulée sous le signe de l'incertitude, de l'à peu près et bien souvent du médiocre.

On ne peut pas dire que cela est normal mais il faut constater que c'eût été, même avec de meilleures conditions de travail, difficilement évitable.

D'ailleurs, et nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement tout à l'heure, c'est la situation générale et l'impression qui ressort du contact avec les autres organisations syndicales ou les mouvements de jeunesse, dont la plupart sont pourtant bien mieux assis que l'U.N.E.F. et disposent de moyens largement supérieurs aux nôtres, confirment que toutes les organisations connaissent actuellement certaines difficultés qui, si elles ne se manifestent pas toujours de la même façon, n'en sont pas moins la marque d'une sorte de crise assez générale que chacun cherche à résoudre.

L'attitude des Pouvoirs Publics n'a pas peu contribué à maintenir cette indécision.

Les changements de Ministre de l'Education Nationale se sont accompagnés de soubresauts dans les relations avec l'U.N.E.F. La méconnaissance des réalités du monde étudiant ou la duplicité d'une partie du personnel politique ont transformé les relations U.N.E.F./Gouvernement en un jeu de cache-cache. Pour nous, nous en avons passé l'âge.

Nous nous sommes heurtés, quelque forme qu'aient revêtu ces attitudes, à des fins de non recevoir pour toutes les propositions que nous avons faites en matière de satisfaction de revendications.

Toutefois, il était impossible de fixer clairement à qui revenait la décision de tel ou tel acte politique, et le fait par exemple qu'on étudie simultanément la Réforme de l'Enseignement à l'Elysée, à Matignon et à la Rue de Grenelle, le tout bien entendu dans une entente parfaite ! est significatif à cet égard.

En quelque sorte on a retrouvé dans l'action revendicative à tous les niveaux cette difficulté majeure : impossibilité de savoir qui était responsable de quoi.

En fait, le Gouvernement s'est habilement servi de cela vis à vis de tous les mouvements sociaux et il semble plus que jamais que seule l'épreuve de force l'amène à satisfaire une revendication.

Au demeurant donc, la situation pourrait être caractérisée de la façon suivante : à l'intérieur des difficultés et des fluctuations que le mouvement a grosso-modo surmontées, à l'extérieur une situation politique où on assiste à une concentration des Pouvoirs et à une action qui se fait en marge de toutes les organisations intéressées que l'on met ensuite devant le fait accompli, tendance déjà soulignée l'an dernier mais qui s'est encore accentuée de façon caractéristique ; il ne faut pas oublier non plus, en dehors même du comportement du pouvoir politique, qu'un nombre important d'évènements politiques ont eu lieu au cours de ce mandat.

Si certains souvenirs douloureux n'étaient là pour nous le rappeler, nous aurions tendance à oublier qu'il y a moins d'un an les crimes de l'O.A.S. atteignaient leur paroxysme et que la menace fasciste était sans doute aussi forte qu'au moment du putsch ou des barricades.

C'était même le moment où le passage s'était fait de l'agitation et du terrorisme individuel au terrorisme politique assis sur un programme dont la suppression des syndicats était un des éléments majeurs. C'est dire combien, alors, l'avenir politique apparaissait trouble et combien peu claires aussi les perspectives d'action du syndicat. En effet, face à la menace fasciste et à la recrudescence du terrorisme O.A.S., le Gouvernement se montrait hésitant. Malgré la volonté populaire et par peur de donner confiance aux forces démocratiques, il préférait utiliser les demi-mesures laissant en fait s'amplifier les attentats qui visaient jusqu'au Chef de l'Etat et permettant à l'armée, ou au moins à la majorité de ses chefs, de se ranger résolument du côté des derniers défenseurs de l'Algérie Française. Les tergiversations du pouvoir ont ainsi assuré la survie du terrorisme et permis des attentats nouveaux contre le Président de la République.

Si en France la situation était très tendue, c'est en Algérie qu'il faut mesurer toutes les conséquences du terrorisme.

Le déchaînement de l'hystérie raciste et fasciste de l'O.A.S. infligeait d'une part à l'Algérie des pertes humaines et économiques très lourdes, et d'autre part rendait plus difficile que jamais la coexistence des Communautés.

Elle entraînait sur le champ l'exode de centaines de milliers d'hommes et de femmes dont l'afflux en France n'avait pas été prévu et pour lesquels le Gouvernement n'a jamais fait les efforts suffisants.

...

Jusqu'à la rentrée de Novembre, il est resé. parmi les préoccupations essentielles du Bureau de suivre très attentivement le développement des activités terroristes et de maintenir, à cause du danger fasciste, des contacts intersyndicaux visant à obtenir une réaction immédiate en cas de nouvelles menaces précises. C'est dans ces circonstances quelque peu agitées que le référendum constitutionnel a été annoncé.

Contrairement à de nombreuses organisations, l'U.N.E.F. ne s'est pas prononcée sur cette consultation électorale. L'ambiguïté du problème aurait pu être une raison suffisante pour justifier cette attitude, mais il y a sans doute d'autres motifs : celui en particulier d'une analyse insuffisamment poussée parmi les étudiants de la signification exacte de la modification constitutionnelle.

Car si elle continue à apparaître parmi les responsables du mouvement comme un renforcement du pouvoir central, il est un fait qu'on en discerne mal encore la portée.

Les élections législatives anticipées allaient dans une certaine mesure clarifier la situation politique.

D'un côté, en mettant un point final aux activités des terroristes qui avaient pu mesurer quelle était leur audience dans la Nation, de l'autre en donnant au régime - du moins avec le mode de scrutin utilisé - une solide majorité qui allait lui permettre d'accélérer son action.

Il fallait noter aussi un regroupement des forces qui lui étaient opposées, sans que l'on puisse dire pour autant qu'elles lui faisaient courir un quelconque danger.

C'est devant cette nouvelle conjoncture que l'U.N.E.F. allait devoir s'interroger sur les options essentielles, et en particulier qu'elle allait mener sa bataille maintenant traditionnelle pour le Budget de l'Education Nationale.

L'analyse que nous en avons faite dans le document spécial "Budget" mettait déjà en lumière les points essentiels sur lesquels nous entendions insister. En ce qui concerne l'Enseignement Supérieur, nos revendications étaient reprises et complétées par celles des syndicats d'enseignants du Supérieur, et malgré ce front uni, malgré les contacts parlementaires, les entrevues avec des personnalités du Ministère de l'Education Nationale, aucun des aménagements qui étaient réclamés n'était accordé ; fort de sa majorité, le Gouvernement expédiait devant 45 députés un Budget de l'Education Nationale aussi misérable que celui des précédentes années.

Simultanément, le Budget des Armées dépassait les prévisions du Plan et les crédits de la force de frappe étaient votés sans difficultés.

Il convient de noter que l'ensemble des syndicats avaient protesté contre la répartition des crédits entre les différents Ministères et que de très nombreuses organisations avaient particulièrement attiré l'attention sur la modicité des ressources de l'Education Nationale.

Le Budget était à peine voté que le Ministère faisait savoir qu'il avait obtenu quelques milliards supplémentaires pour les constructions scolaires, mais toujours rien pour l'Enseignement Supérieur !

Cela tandis que des demandes d'audience répétées de l'U.N.E.F. étaient laissées sans réponse.

C'est aussi en fonction de ce contexte politique que l'U.N.E.F. a dû envisager ses rapports avec le Gouvernement sous les divers aspects qui sont les siens.

Une importante série de problèmes existaient entre l'U.N.E.F. et les Pouvoirs Publics. Ils découlaient pratiquement tous de la prise de position de l'U.N.E.F. sur le problème algérien ou de la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A.

Cette question là semblant - au moins sur le plan juridique - réglée, il avait paru bon au Bureau de l'U.N.E.F. et à certains membres du Gouvernement de normaliser les rapports de façon à permettre le fonctionnement courant de l'action syndicale.

Le soutien apporté par le Gouvernement à la F.N.E.F., le retrait de la subvention, les nominations de la F.N.E.F. au C.N.O. et au Haut-Comité, constituaient pour nous autant de points litigieux.

Après de longues discussions, des hésitations, des retours en arrière, il apparaissait finalement qu'une solution pouvait être trouvée : que les rapports redevenaient normaux entre l'U.N.E.F. et le Gouvernement, tandis que simultanément l'U.N.E.F. réexaminait avec les mouvements de jeunesse la situation du Haut-Comité. Il semble maintenant que l'on soit engagé dans cette voie puisque nous avons été reçus par le Ministre de l'Education Nationale. Mais en même temps, des réticences nombreuses se font jour comme par exemple au Centre des Oeuvres. Il est certain que l'on peut accuser le Bureau d'une trop grande bienveillance à l'égard des Pouvoirs Publics, et je crois qu'il est nécessaire de s'expliquer ici clairement.

Le Bureau pense qu'il est vain de situer la contestation et la lutte sur un plan institutionnel et que par exemple les Oeuvres Universitaires mettent clairement en évidence au niveau du fonctionnement quelle erreur a été la nomination de la F.N.E.F.

Nous croyons par conséquent qu'il était légitime que nous recherchions le dialogue avec les Pouvoirs Publics pour régler les différends qui nous gênaient dans notre travail, de la même façon il était légitime que le Gouvernement cherche à renouer avec l'organisation syndicale représentative des étudiants. Nous l'avons fait loyalement, et si certaines maladroites ont été commises, elles sont souvent imputables à l'attitude hésitante du Gouvernement. Nous continuons de croire que si nous parvenons à une normalisation réelle de nos rapports, le Bureau aura oeuvré en ce domaine dans le sens des véritables intérêts du mouvement, d'autant que nous avons toujours affirmé comme condition première : l'indépendance syndicale et la libre détermination de nos objectifs.

Mais la normalisation des rapports avec les Pouvoirs Publics n'est pas un but en soi ; elle est seulement une des conditions du travail syndical. C'est pourquoi nous devons dire maintenant avec force que nous nous sommes appliqués à rechercher le dialogue mais que l'on ne saurait préjuger de notre attitude au cas où ce droit au dialogue nous serait contesté. Nous n'avons pas fait un marchandage mais une démarche qui nous paraissait nécessaire et que nous pensions efficace. Si la preuve nous était fournie que les buts que nous recherchions sont escamotés, le mouvement aurait à reconsidérer sa position et nous pouvons d'ores et déjà dire que semblable déconvenue ne laisserait rien augurer de favorable pour l'avenir.

Un secteur extrêmement important a connu pendant la plus grande partie de notre mandat des activités moins importantes que par le passé, il s'agit des relations intersyndicales.

Bien sûr, les contacts assurés pendant la Guerre d'Algérie et la lutte pour la défense des libertés ont été maintenus, mais l'urgence n'était plus là pour sonder les organisations. Plusieurs tentatives ont été faites par nous-mêmes ou par d'autres pour développer l'action intersyndicale. En particulier, en matière de réforme démocratique du service d'enseignement, nous pensions mener à bien une série de réunions qui auraient préparé une position commune après des séances de travail ; ces réunions ont dû être interrompues pour des motifs qui nous étaient étrangers et pour des raisons tout à fait extérieures aux travaux que nous avons entrepris.

Seules, les commémorations des événements de février 1962 pouvaient ramener une action intersyndicale et la manifestation connut d'ailleurs un retentissement considérable.

Les difficultés enregistrées pour la préparation de cette Journée Commémorative donnaient la mesure des possibilités réelles d'action commune que semblaient offrir les syndicats. Les réticences multiples et les oppositions traditionnelles qui renaissaient montraient combien devait être grand l'effort de tous ceux qui souhaitaient voir se développer à nouveau une action intersyndicale puissante.

Mais les contacts n'étaient pas faciles et le dialogue souvent superficiel. En même temps, on pouvait déjà déceler une certaine conscience des mouvements qui se préparaient dans le milieu ouvrier et le début de l'agitation sociale, tant qu'il ne revêtait pas un aspect assez général, éloignait plutôt qu'il ne les rapprochait les organisations syndicales. Ce fut là aussi une période d'incertitude pendant laquelle il était difficile de préparer efficacement le travail commun.

...

Certes, il est un problème que nous ne pouvons passer sous silence lorsque nous analysons la situation politique dans laquelle nous nous trouvons, il s'agit de la grève des mineurs et des mouvements qui se sont développés autour d'elle.

Tous les responsables syndicaux ont suivi le déroulement de cette grève et participé, pour leur part, à la lutte menée au point qu'il est sans doute inutile d'insister longuement sur les faits, mais il importe néanmoins de constater que pas une seule des organisations syndicales n'a hésité pour apporter aux mineurs son soutien ; il y a même plus, la totalité des mouvements de jeunesse a affirmé sa solidarité et cet événement, passé quelque peu inaperçu, recouvre un geste d'une très grande portée :

Il montre d'une part quelle peut être l'action de l'U.N.E.F. au sein des mouvements de jeunesse sur des problèmes où notre vocation syndicale nous donne une vitesse plus grande de réaction face à certains problèmes et, en effet, il ne faut pas se dissimuler le rôle dynamique que l'U.N.E.F. a joué en ces circonstances.

Mais une conclusion plus importante est à tirer de la situation générale et de l'issue du mouvement de grève : c'est la possibilité maintenant incontestable du succès de l'action revendicative menée par les syndicats ; pourtant, tout en affirmant la réalité, il faut aussi en poser les limites : il a fallu cinq semaines de grève, avec le soutien total du pays, pour une augmentation de salaire, et, chose bien sûr non négligeable, la mise en lumière de la situation générale des Charbonnages et de leur avenir.

Cela doit nous servir de leçon, d'une part sur l'opiniâtreté, et par conséquent, la préparation nécessaire à toute action, d'autre part sur le besoin vital d'une unanimité et d'une participation générale pour que réussisse toute action d'envergure.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces points ultérieurement.

Je veux insister maintenant sur l'aspect qu'a revêtu cette grève pour l'U.N.E.F. et sur la manière dont s'est développé notre rôle aux côtés des autres syndicats.

Parmi les gens qui s'intéressent à l'U.N.E.F. et qui suivent de près son action, il y en a eu beaucoup pour demander : "L'Algérie, on comprenait, mais pourquoi les mineurs ?"

Et c'est un fait que jamais le mouvement ne s'était ainsi résolument engagé dans une lutte ouvrière, même si, dans le passé, certaines de nos A.G.E. avaient soutenu les revendications des travailleurs dans leur secteur géographique.

...

Je crois que les arguments qui nous ont conduits à la lutte aux côtés des organisations syndicales ont suffisamment été développés pour qu'on ne s'y étende pas.

Disons simplement, car cela semble être pour le mouvement l'aspect essentiel de la leçon que nous pouvons retirer de cette action, que ce retour sur nous-mêmes que nous avons fait cette année nous a mis en contact plus durement que par le passé avec les conditions de la vie sociale et que nous en éprouvons maintenant toutes les difficultés, que les liaisons nous semblent plus nettes que jamais entre les différents secteurs d'activité et par conséquent l'unité du monde du travail toujours plus nécessaire.

Maintenant, et cela s'accroîtra encore chaque année, lorsque l'on parle de salaires, de conditions de vie, de conditions de travail, il y a de plus en plus d'étudiants pour comprendre ces mots, non seulement dans leur esprit mais encore dans leur chair.

A l'issue du mouvement des mineurs, nous nous rendons compte et, les organisations syndicales ont, dans leur ensemble, la même opinion, qu'une tentative faite par le Pouvoir pour briser les syndicats, après les avoir discrédités à cause d'une grève qu'il a tout fait pour rendre impopulaire, a été un échec que nul ne peut contester. Il est vraisemblable que les répercussions politiques de cet échec peuvent être très importantes.

En particulier, on a parlé de brèche faite dans l'attitude du Pouvoir, brèche dans laquelle allaient s'engager toutes les revendications des autres catégories de travailleurs. Cet aspect a déjà été confirmé par les faits et il est bien certain qu'il pourra encore s'amplifier. Mais il y a plus : c'est que les syndicats sortent finalement grandis de la lutte et que leur puissance s'impose non seulement pour mener de nouvelles luttes immédiates, mais encore en tant que force, même sans objet, c'est-à-dire que la place morale qu'ils occupent dans les organismes démocratiques s'est élargie aux yeux de tous les travailleurs. Il est bien évident qu'après un semblable mouvement les attaques contre les syndicats seront rendues beaucoup plus difficiles, d'autant que l'on parle parfois avec insistance de l'unité et que, au plan local, les contacts ont souvent été maintenus après l'issue de la grève, ce qui représente un pas en avant considérable par rapport aux précédents mouvements de grève.

Mais, il ne faut pas laisser gaspiller cette puissance retrouvée et la tâche des organisations syndicales doit pouvoir maintenant s'amplifier. Le rôle de l'U.N.E.F. au sein des organisations peut être cette année très important si nous savons déterminer une série de secteurs sur lesquels nous entendons engager une action commune, en utilisant par exemple l'expérience de certaines A.G.E. qui pratiquent depuis longtemps déjà l'action inter-syndicale et l'ont développée dans des directions concrètes dont nous croyons qu'elles sont extrêmement positives et qu'elles peuvent encore se développer.

Il importe maintenant de dégager le plus clairement possible quelles ont été, dans le contexte politique que nous venons d'essayer de situer, les activités du mouvement. Dans le même temps, il est nécessaire de dégager les grandes lignes selon lesquelles ces activités pourront être poursuivies et par conséquent, prévoir dans l'essentiel la situation que nous connaissons dans les mois qui viennent.

Ce sera là bien sûr la tâche essentielle du Congrès, mais nous devons chercher les articulations entre ce que nous avons fait et ce qu'il nous reste à faire.

A l'expérience, le Bureau s'est rendu compte que l'essentiel des mandats qui lui avaient été confiés n'étaient pas et ne pouvaient plus être vraisemblablement à l'avenir des mandats annuels. Il est maintenant nécessaire de prévoir que les grands thèmes de l'action, parce qu'ils touchent à différents aspects du monde étudiant, parce qu'ils doivent bénéficier de la mise en oeuvre d'une réelle préparation, tant dans le milieu étudiant que dans l'opinion publique, se trouveront déterminés et précisés au cours de plusieurs Congrès et Assemblées Générales, mais que seul un calendrier d'action pourra rendre efficace et contrôlable la progression de notre action.

C'est pourquoi, dans la plupart des domaines auxquels s'applique traditionnellement l'action du mouvement, peut apparaître une impression d'inachevé, voire de raté. Ce n'est pas faute pourtant que, tant dans les Assemblées Générales, dans les Associations Générales, dans le Bureau même de l'U.N.E.F., on ne se soit appliqué à travailler suivant les mandats, mais il faut reconnaître que ces derniers sont parfois donnés avec un irréalisme qui les rend, soit inutiles, soit dangereux.

Le Bureau pense néanmoins que dans plusieurs secteurs il aura permis qu'avancent effectivement les revendications du mouvement comme la préparation des revendications futures.

Certes, il n'est pas possible, et cela est devenu une constatation maintenant habituelle, de se glorifier de quelques grands succès, mais, et je reprendrai ici ce que WALLON disait l'an dernier "la faute incombe-t-elle à une organisation syndicale qui ne cesse d'affirmer ses positions, ses revendications, ou à un Gouvernement qui n'a pas pu ou n'a pas voulu prendre sérieusement en main la solution des problèmes de l'Université, de la Jeunesse."

Il n'y aura donc qu'une succession d'amorces, de possibilités, ou de solutions, sauf dans les domaines où notre action ne concernait que nous-mêmes et où la réussite est bien plus manifeste.

Selon une voie tracée depuis plusieurs années, compte tenu des prévisions, nous avons continué à attirer l'attention des Pouvoirs Publics sur les problèmes que posaient à l'Université l'augmentation du nombre des étudiants et leur avenir dans cette morne Université.

...

Après l'analyse du Budget qui mettait en lumière les faiblesses de la part consacrée à l'Education Nationale, après de multiples discussions avec des membres du Cabinet après plusieurs notes aux différents Ministres, il n'a été fait aucun effort pour la partie qui concerne l'Enseignement supérieur..

D'une façon peut-être un peu trop traditionnelle, les syndicats de l'Enseignement Supérieur et l'U.N.E.F. organisaient le 9 Novembre une protestation contre cette méconnaissance des besoins réels de l'Université et il faut reconnaître que ce mouvement n'a pas entraîné de modification dans l'attitude des Pouvoirs Publics. Néanmoins, et l'expérience de nombreuses années le prouve, il était possible d'amener tous ceux dont l'Université est le lieu de travail à protester contre un état de fait. Tout au long de l'année d'ailleurs, cette sensibilisation s'est accentuée et nous pouvons maintenant dire que la participation encore plus large qui se dessine pour la grève du < > Avril prouve que l'Université ne peut plus accepter les conditions qui lui sont faites. De cette conscience, nous devons remercier tous les Bureaux précédents de l'U.N.E.F. qui ont inlassablement attiré l'attention sur ces problèmes et recherché activement les possibilités d'action commune avec les syndicats enseignants du Supérieur. Le Bureau pense qu'il a contribué à l'élargissement de cette action et que, tant par la mise en évidence de la situation matérielle que par le travail réalisé en matière de réforme de l'enseignement Supérieur, il a assuré l'approfondissement de nos positions en ce domaine, tout en resserrant les liens avec les syndicats d'enseignants.

Ici aussi, l'action entreprise et ses résultats nous montrent à la fois nos possibilités et nos limites. Faire de l'Université le domaine réservé de ceux qui l'utilisent, c'est faire le jeu de toute une idéologie et empêcher fondamentalement que pénètre dans toute la Nation la conscience du rôle de l'Université de demain. C'est pourquoi, si l'action n'est pas élargie, si le mouvement n'est pas vivifié, son développement n'aura été que la marque passagère de velléités d'intellectuels. L'Université est l'affaire de la Nation. Ceux-là seuls qui craignent son développement et sa véritable mission d'une promotion humaine pour tous sont les seuls qui veulent lui conserver son allure "de vieille dame". C'est avec tous ceux qui sont intéressés à son développement parce qu'ils rencontrent chaque jour la preuve que son fonctionnement ne correspond pas aux besoins ni même à ce que nous, qui la fréquentons, attendons d'elle, qu'il faut jeter les bases d'une action puissante qui conduira au retour au premier plan du service national d'Education. Toutes les organisations syndicales ont conscience que l'Enseignement et son développement sont à la base de toutes les revendications et de toutes les possibilités futures. Il faut maintenant que cette conscience débouche sur des actes et que nous nous engagions résolument dans l'action pour faire triompher les droits de l'Université et les droits de tous les individus en son sein.

...

Bien sûr, cette idée a toujours été présente dans l'U.N.E.F. et toutes les actions qui ont été menées n'ont jamais perdu de vue ces principes essentiels. C'est ainsi que l'augmentation déjà actuelle du nombre de étudiants et les problèmes qui en résultent pour le logement et le déroulement des cours ont exigé des études précises et des propositions concrètes.

En matière de logement, malgré des hésitations fort compréhensibles, l'U.N.E.F. a poursuivi la politique qu'elle mène depuis plusieurs années. En dehors de son rôle classique d'intermédiaire entre les Associations Générales et les Pouvoirs Publics (qu'il s'agisse du Centre National des Oeuvres, de la D.E.S.U.S. ou du Ministère de l'Education Nationale, le travail a été orienté selon cinq directions correspondant aux motions du dernier Congrès. Nous avons obtenu du Conseil d'Administration du C.N.O. l'adoption du plan d'urgence de l'U.N.E.F. et l'attribution d'un crédit de 200 Millions pour cette première année. En même temps que nous faisons adopter cette solution d'urgence, nous ne cessons de préconiser avec l'accord total du Centre National des Oeuvres, le réajustement du IVe Plan et la construction de 15.000 chambres. Cette revendication était d'ailleurs l'essentiel moteur des diverses actions qui se sont développées tout au long de l'année dans les Associations Générales et qui témoignaient du mécontentement grandissant des étudiants face à leurs conditions de logement et à l'imprévoyance des Pouvoirs Publics en ce domaine.

Dans le même temps, et parce que les méthodes nouvelles de financement entraînaient une augmentation de loyer, il avait été prévu la mise en place d'une allocation logement. Le projet a été étudié et précisé, discuté au sein des différents Ministères et dans l'ensemble a reçu un accueil favorable. Néanmoins, la décision politique n'est toujours pas prise et ce retard était aussi l'une des causes des manifestations sur le problème du logement. L'existence même de cette situation catastrophique a mené à réfléchir sur les problèmes du logement en ville et sur la nécessaire harmonisation des services compétents. Il ne fait de doute pour personne que la création d'un service unique dans chaque ville universitaire donnerait aux étudiants de bien plus grandes facilités et supprimerait la spéculation que nous connaissons actuellement. Ce service devrait par ailleurs assurer la distribution de l'allocation-logement. En même temps, un effort de réflexion était fait, d'une part pour obtenir un panorama réel de la situation du logement des étudiants, d'autre part pour analyser les conditions de certains modes de logement. Pour ce qui est du premier point, une enquête "Logement", trop vaste pour être réalisée grâce aux seuls moyens du mouvement étudiant était confiée au Centre National des Oeuvres et malgré les recommandations du Centre National et des plaintes répétées de l'U.N.E.F., cette enquête n'a pas été considérée avec tout le sérieux souhaitable par les Centres Régionaux des Oeuvres.

Sur le second aspect, un stage national "Vie en Cité" était organisé et cela constitue le point de départ d'une réflexion commune des résidents en Cité et des responsables d'A.G.E. sur les problèmes complexes de l'animation, de la gestion et de l'organisation des Associations de Résidents.

Il est intéressant de noter que de nouvelles perspectives se sont ouvertes pour ces problèmes de logement, d'une part une réflexion sérieuse a été effectuée dans la Commission Nationale du Logement, laquelle doit permettre au Congrès d'élaborer une position d'ensemble sur le problème et lancer les bases d'un programme destiné à une discussion avec les autres syndicats, afin d'aboutir à une politique commune.

Le problème logement s'est aussi ouvert sur l'aspect plus large de l'urbanisme et la participation de l'U.N.E.F. au "Jour Mondial de l'Urbanisme" à Orléans a fait la preuve que nous replaçons notre conception du logement dans un système plus étendu, en liaison très étroite avec la vie sociale.

Par ailleurs, la collaboration entamée par le Bureau National et la Confédération des Ateliers d'Urbanisme et d'Architecture mérite d'être signalée car elle a été particulièrement fructueuse et nous a ouvert de nouvelles perspectives.

On peut sans doute regretter que la collaboration, par ailleurs excellente, entre l'U.N.E.F. et la M.N.E.F. n'ait pas pu se concrétiser par la mise en place d'un service commun. Seul un tel service peut en effet permettre de réunir la documentation indispensable et éviter la dispersion des efforts.

Il importe maintenant de commencer la préparation du Ve Plan, tant au niveau des Centres Régionaux qu'au niveau du Centre National, afin de posséder pour les Commissions du Plan des dossiers suffisamment complets. En même temps que ce travail, essentiellement numérique, il faut développer la réflexion sur l'évolution de la politique logement et sans doute cette dernière ne pourra-t-elle se faire que dans le sens d'une intégration du logement étudiant dans le cadre plus général du logement social, c'est-à-dire les Offices Publics H.L.M.. Il semble aussi nécessaire de développer et d'approfondir la détermination d'une politique qualitative en matière de logement, et dans ce domaine, la liaison avec la M.N.E.F. est particulièrement évidente. Les expériences de logements communautaires paraissent à l'heure actuelle devoir être tentées.

Enfin, selon ces quelques lignes de force, il apparaît possible de mener à bien une véritable collaboration avec les syndicats pour un urbanisme authentique et la mise à sa disposition des moyens nécessaires (H.L.M., municipalisation du sol, consultation et participation des usagers).

Il est apparu très tôt que le problème du logement était lié à la question générale du niveau de vie. Nous avons retrouvé le traditionnel problème des bourses et l'essentiel de notre travail a porté sur une augmentation du Budget. Nous devons reconnaître qu'un effort a été fait en ce domaine puisqu'une augmentation de 40 % est intervenue, mais le système reste insuffisant et par ailleurs l'application en est toujours mauvaise.

Par l'intermédiaire du C.N.O., l'U.N.E.F. a agi pour que l'accueil des étudiants rapatriés puisse se faire dans les meilleures conditions, en particulier des interventions multiples ont eu lieu afin que soient augmentés les crédits du F.S.U. et surtout afin que le Ministère des Rapatriés rembourse au C.N.O. les sommes qu'il avait avancées et qui ne devaient pas être à sa charge.

Grâce à la participation du Centre National des Oeuvres, l'U.N.E.F. a pu demander l'organisation d'une enquête sur le budget des étudiants, qui doit nous permettre de raisonner à partir de bases incontestables, tant pour notre action en ce qui concerne les bourses que pour l'établissement de l'allocation d'études.

On a pu voir dans ce qui précède le nombre de fois où notre action s'est déroulée en liaison étroite avec le C.N.O. et cela appelle quelques remarques : il est certain que nous avons assisté cette année à une amélioration croissante des relations avec le Centre National, cela s'est traduit par un travail quotidien souvent fructueux : réflexion sur les problèmes du logement, participation aux réunions d'information des Directeurs de C.R.O., mais aussi par des décisions favorables pour le mouvement ou pour ses revendications : soutien pour la revendication en matière de logement, prêts d'équipement à la Mutuelle, réforme des Centres locaux, prêts à l'Union des Coopératives.

Mais, à côté de ce bilan positif, il nous faut constater qu'au niveau des décisions politiques au Conseil d'Administration, le travail est saboté et les revendications communes bloquées, ce qui entraîne pour les Oeuvres un manque d'efficacité qui, dans certains domaines, est manifeste.

En fait, nous assistons à une remise en cause permanente des structures de cogestion auxquelles nous restons particulièrement attachés. Cette atteinte n'est d'ailleurs pas visible seulement aux Oeuvres mais tend à se manifester dans tous les domaines où fonctionne la cogestion. Nous nous trouvons dans une situation difficile car nous connaissons l'importance des Oeuvres et la répercussion de leur fonctionnement sur toute une partie de la vie de l'étudiant et nous ne pouvons envisager que ce secteur échappe à la participation du monde étudiant. C'est pourquoi la politique du Bureau est bien plutôt orientée vers un accroissement des efforts au niveau de la cogestion, voire à la préparation de nouveaux secteurs de cogestion. Il peut apparaître paradoxal de réclamer l'extension d'un système qui, à l'heure actuelle, ne donne pas totale satisfaction par suite de l'attitude du pouvoir politique, en fait si nous sommes persuadés que la force du syndicat réside dans sa puissance de revendication et de contestation, il nous faut bien reconnaître qu'en demandant que d'autres domaines s'ouvrent à un système qui a fait ses preuves, nous contestons soit la politique jugée néfaste du Gouvernement, soit nous mettons en relief les carences. Il est aujourd'hui évident que l'effort au niveau de la cogestion doit être effectué de la même façon dans les A.G.E. ou au Bureau National. Notre but est de faire échec à des tentatives de destruction et à assurer eux Oeuvres le meilleur fonctionnement possible.

Mais il est évident aussi que lorsque le fonctionnement des Oeuvres est entravé au point que le sens même de la cogestion soit absolument vidé de tout son contenu, il ne nous est plus possible d'accepter la situation. C'est pourquoi le Congrès devra s'interroger sur les problèmes posés aux Oeuvres par l'attitude gouvernementale et sur la meilleure manière pour nous de réagir pour sauvegarder cette conquête du syndicalisme étudiant.

Lorsque je citais plus haut le développement possible de la cogestion c'était en liaison avec le développement parallèle des services de gestion propres au mouvement étudiant.

Après une période extrêmement dure, l'Uni-Club arrive maintenant à une situation stable et ouvre de véritables possibilités d'expérimentation et d'application pour une politique des loisirs. Par ailleurs, la discussion s'est ouverte entre le Centre National des Oeuvres, l'O.T.U. et l'U.N.E.F.-Uni Club, pour réfléchir en commun aux problèmes posés par les loisirs de vacances des étudiants. Cette discussion peut être l'amorce d'une véritable réflexion commune contribuant à définir une véritable politique des loisirs.

En ce qui concerne les efforts de gestion du mouvement, ils ont été aussi développés dans le domaine des Coopératives. Le Second Congrès des Coopératives, qui doit s'ouvrir aujourd'hui même à Dijon, permettra sans doute de tirer les conclusions d'une année d'effort et de mettre sur pied pour l'an prochain un véritable service qui se préoccupe tout à la fois d'assurer une gestion rationnelle de l'organisation des Coopératives et de mener une réflexion sur la portée exacte de notre engagement dans le mouvement coopératif et de la place que peuvent occuper les coopératives dans l'action syndicale, tant au niveau de l'assise du mouvement que de son pouvoir de contestation.

Somme toute, l'amorce d'une réflexion approfondie pour une politique "Loisirs", ainsi que l'essor des Coopératives, viennent apporter au mouvement deux objectifs supplémentaires qui doivent lui permettre à la fois d'accroître son audience et de replacer dans un contexte plus général son action.

Il y aurait à s'interroger sur la structure de cogestion que représente l'A.S.S.U. Après plus d'un an de crise du Sport Universitaire, Cet organisme a été mis en place et on peut constater que la participation de l'U.N.E.F. aux décisions prises à l'A.S.S.U., en particulier au Conseil d'Administration, a été intéressante : la séparation des championnats scolaires et universitaires sur le plan des activités, la réunion régulière du Bureau de l'A.S.S.U. sur le plan du fonctionnement, sont parmi les plus importantes. Cependant, on ne doit pas masquer deux faits fondamentaux, d'une part nous ne pouvons nous satisfaire d'une simple représentation et nous devons agir pour une cogestion véritable, d'autre part, malgré quelques efforts, l'action de l'A.S.S.U. ne témoigne pas des progrès fondamentaux par rapport à celle du défunt O.S.S.U. Et ici, il faut insister sur le fait que le Sport Universitaire voit son développement bloqué par des conditions matérielles ; équipement, encadrement, horaires, Ce ne sont pas les réformes

Soit pour des raisons propres, soit à la suite de répercussion des conditions de vie et des conditions de travail, les problèmes de santé des étudiants font naître des préoccupations multiples. A côté de l'aspect maintenant traditionnel du travail au sein de la Fondation, s'est développée une recherche, essentiellement au sein de la Commission "Social/Santé", et particulièrement au stage d'Antony. Ces études, faites en commun avec la M.N.E.F., revêtent une grande importance pour une politique de prévention qui doit s'apprêter à faire face à l'augmentation du nombre des étudiants.

Les problèmes de la santé mentale pour lesquels la Mutuelle avait créé le C.N.U.S.M., ont donné lieu également à un travail essentiellement prospectif mais qui peut constituer des points de référence extrêmement précieux lorsque nous avons à discuter des conditions de travail ou des conditions de vie.

Le Vice-Président "Santé" a dû en même temps assurer la réflexion au niveau de la transformation de la Fondation, nécessitée par l'accès et l'augmentation de l'ensemble des étudiants handicapés et, de la même façon, a participé à la création du C.N.E.P.J.H. et à toute une série de travaux touchant précisément l'amélioration de la condition des jeunes handicapés.

Il apparaît nécessaire de développer, en liaison avec le Mutuelle, une réflexion sur les problèmes de santé des étudiants en essayant de coller davantage à des problèmes concrets. D'autre part, la perspective du salaire étudiant entraîne la révision de l'organisation actuelle de la Sécurité Sociale Etudiante, et par conséquent, nécessite un travail mené en liaison avec les différents secteurs intéressés ainsi qu'avec les organisations syndicales pour rationaliser l'ensemble du projet.

CETTE PAGE EST A INTEGRER A LA PAGE 14, avant le
DERNIER ALINEA.

de structures qui assureront le développement du Sport Universitaire. Cela est amplement démontré par l'un des faits principaux de cette année : l'instauration, sur l'initiative des A.G.E., des activités physiques et sportives obligatoires (expérience de Lille). Les résultats de cette expérience sont d'ores et déjà brillants et prouvent d'une part qu'une action revendicative efficace peut amener une amélioration des conditions matérielles, d'autre part et surtout que, contrairement à une opinion entendue, la majorité des étudiants fait du sport dès qu'elle en a les possibilités. Il importe de faire un effort particulier pour tenter, dès l'an prochain, d'étendre les méthodes utilisées à Lille à d'autres facultés. D'autre part, notre action devra aussi se tourner vers la création dans toutes les villes universitaires des Centres Sportifs Universitaires, Secrétariats Sportifs permanents chargés de la coordination et de l'animation du Sport Universitaire sur le plan local. Ces C.S.U. doivent avoir pour mission d'assurer la participation des étudiants à la gestion de leur enseignement physique et sportif, et ainsi étendre encore les domaines où se réalisera une véritable cogestion.

Tant par la place que nous voulons donner au Sport dans l'Université que par la manière dont nous concevons le fonctionnement des organismes qui en seraient chargés, nous fournissons une nouvelle preuve de notre volonté de voir se modifier définitivement l'esprit de l'Enseignement Supérieur.

Nous devons constater que cette année, hormis l'annonce il y a quelques jours de l'augmentation du nombre des établissements polyvalents, aucune mesure importante n'a vu le jour pour un aménagement de l'Education Nationale. Pourtant, la totalité des organisations syndicales, les Parents d'Elèves, protestent à la fois contre les insuffisances quantitatives, mais aussi contre la situation qualitative. Dans aucun des ordres d'enseignement, un effort réel n'est fait en vue d'une véritable modernisation et les mesures prises continuent à être des palliatifs. Par ailleurs, et selon une tradition qui semble maintenant bien établie, les propositions ministérielles en matière de réforme restent inconnues des intéressés jusqu'au jour même de leur adoption définitive. En outre, certaines mesures proposées à l'heure actuelle, telles que la modification du Conseil Supérieur de l'Education Nationale, s'orientent dans une voie que l'U.N.E.F. ne peut accepter puisque nous voyons aux côtés des administrateurs et des enseignants une catégorie dite "représentant les secteurs professionnels" et dont les membres seraient nommés par décret.

Pour ce qui est du fonctionnement de l'Enseignement proprement dit, on n'a toujours pas proposé de solution globale au problème du recrutement des enseignants et nous ne pouvons pas croire que les réactions chauvines de quelques catégories d'enseignants soient l'obstacle que le Gouvernement hésite à surmonter. On a proposé d'utiliser à grande échelle les techniques audio-visuelles dans tous les ordres d'enseignement. Sans nier la valeur éducative que peuvent éventuellement posséder les techniques audio-visuelles, nous devons, en fonction même de nos idées sur les méthodes d'enseignement, préciser les limites d'utilisation de ces techniques, et voir en elles un auxiliaire de l'enseignant que rien ne saurait remplacer.

Simultanément, l'organisation, les ordres d'enseignement, les programmes, n'ont toujours pas connu de modifications alors qu'il est avéré depuis longtemps quelles sont absolument nécessaires. En fait, faute de se tenir à un projet global de réforme de l'Enseignement, le Gouvernement n'opère que sur des problèmes de détail qui ne sont pas à même de faire progresser en quelque façon le système de l'Enseignement. L'U.N.E.F., par plusieurs travaux, a témoigné cette année de sa volonté de participer à une véritable transformation de l'Université. Sur la base de la réforme Langevin/Wallon, le document "Enseignement, problème politique, service national" précisait l'essentiel de l'organisation du service d'enseignement. Un point faible demeurait dans ce projet que le document sur l'Enseignement Supérieur est venu définitivement réduire. Cet effort, dû au travail des Présidents d'Office et à la synthèse du V.P. "Universitaire" de l'U.N.E.F., représente sans doute un point extrêmement important pour la continuation de notre travail en matière universitaire.

Je ne m'étendrai pas sur la finalité nouvelle que nous voulons donner à l'Enseignement Supérieur, non plus que sur les modalités qui nous semblent pouvoir la permettre. Néanmoins, sur les quelques idées principales qui ont été précisées cette année, il sera dans l'avenir loisible de développer la réflexion et de poursuivre en commun avec les différentes organisations nos travaux.

Nous avons tenu à lier notre revendication de l'allocation d'études aux conditions de réforme de l'Université : démocratisation, salaire pour les étudiants, programmes et enseignement transformés, constituent un ensemble qui perd de sa valeur dès que l'on tente d'isoler l'un des aspects. L'idée d'une revendication sur l'allocation d'études s'est précisée dans le courant de l'année et elle a d'ailleurs conduit à cette idée que je signalais plus haut, à savoir la nécessité de prévoir un étalement et une planification de l'action. Dans ce domaine, il est nécessaire que s'intensifie notre préparation à une véritable campagne et que nous prévoyions l'utilisation de tous les moyens mis à notre disposition. Il est nécessaire aussi que l'harmonisation des projets déjà entreprise entre l'U.N.E.F. et l'U.G.E. se poursuive, de même que l'étude sur la transformation globale de l'Université ne peut de la même façon que se faire en commun.

Il est vraisemblable que le Congrès pourra définir d'autres domaines d'action pour l'année à venir et qu'en particulier certains secteurs qui, l'an dernier, n'avaient pas fait l'objet de mandats, seront cette année intéressants à aborder et, en particulier, que certains d'entre eux, tels l'Enseignement Technique ou la Formation Professionnelle, pourront donner lieu à d'intéressantes confrontations, voire concrétiser certaines de nos positions grâce à la participation des autres organisations syndicales.

Nous devons aussi réaffirmer notre volonté de défense et d'extension de l'Enseignement Public qui est encore l'objet d'attaques multiples provenant de divers milieux. Nous ne pouvons pas accepter la démission des Pouvoirs Publics face à la tâche d'enseignement et les prétextes fallacieux de facilités nouvelles pour le développement de certains secteurs d'enseignement

hors des structures de l'Education nationale voilent, soit des carences, soit des manoeuvres d'une authenticité douteuse. Par exemple, dans le document qui, avant le mois de Juillet, avait été consacré à l'Enseignement Agricole, nous dénonçons l'abandon de ce secteur par l'Education Nationale et nous avons assisté quelques temps plus tard à un accroissement effectif des possibilités offertes au secteur privé pour intensifier les créations d'écoles d(enseignement agricole.

De la même façon, l'éventualité du recours à un emprunt pour financer une partie des besoins de l'Education Nationale est l'aveu même, par l'Etat, de son impuissance face à la situation catastrophique de l'Education Nationale.

Il est nécessaire de signaler que si nous sommes opposés à toute intrusion du secteur privé dans les services de l'Education Nationale, nous avons en même temps le désir de voir cette même Education Nationale développer la connaissance des besoins de tous les secteurs de la nation. C'est ce qui motive notre désir de voir se réaliser une politique valable des stages, dans laquelle nous serions partie prenante.

L'importance de l'Education Nationale dans la Nation suffit seule à motiver pour elle une politique à long terme et l'aménagement d'une planification. Il importe d'ailleurs de voir combien ce problème est lié à celui des travaux sur un urbanisme authentique tel que nous l'avons signalé plus haut et qui étendrait ses ramifications au niveau du développement régional. Pour cet aspect, il apparaît que nous avons précisé quelques unes des grandes directions qui avaient été données au Congrès de Reims, et en particulier que la participation de toutes les organisations syndicales à de tels travaux peut les rendre beaucoup plus efficaces et leur donner des possibilités concrètes de réalisation.

En ce qui concerne notre action concrète, aussi bien dans ce domaine que pour le Plan en général, elle a été peu importante cette année. Il est manifeste qu'une partie des enquêtes qui ont été lancées constituent des tâches premières qui doivent nous servir à déterminer nos objectifs, mais c'est plutôt dans les possibilités réelles enfin entrevues et parfois les réalisations déjà obtenues d'une coopération entre les organisations syndicales, que réside l'aspect le plus positif des travaux qui ont été faits. Ce contact avec les organisations syndicales nous confirme enfin dans notre position à l'égard du Plan. Je ne vais pas m'étendre ici sur les motifs qui nous poussent à participer effectivement, mais nous croyons que si les organisations syndicales ont le réel désir d'apporter leur point de vue après qu'un travail commun ou qu'une expérimentation locale ait été faite, le Pouvoir des syndicats s'en trouvera renforcé, et surtout, face à une attitude commune, la situation du pouvoir politique se trouvera d'autant affaiblie.

Qu'il S'agisse des implantations unversitaires ou de l'action culturelle, nous voyons combien peut être utile la réflexion commune des syndicats et aussi, pour certaine problèmes, des mouvements de jeunesse. Les experiences qu'ont réalisées certaines A.G.E. nous paraissent vraiment être d'un très grand intérêt. S'interroger sur les besoins culturels, sportifs, d'un quartier, et non plus d'un milieu, nous semble être. une démarche qui entre tout à fait dans le sens de ce que nous attendons maintenant du travail commun des organisations syndicales. En même temps, nous voyons dans cet aspect une matérialisation de notre désir d'intégration sociale, et sans doute la préfiguration de ce que pourrait être une véritable éducation permanente. Si nous devons agir dans cette voie, et au besoin, assurer un rôle de leader, pour éviter des déboires, il faut aussi nous rendre compte qu'il n'est pas certain que nous ne rencontrerons que des succès. Même si le désir commun est réel, de donner ainsi des solutions à des problèmes qui préoccupent les différentes organisations, le manque de langage commun, l'inexistence de rapports réels entre les diverses catégories hormis les cadres syndicaux, rendra souvent difficiles les débuts de notre action. C'est néanmoins dans cette coopération que nous pouvons attendre un enrichissement réciproque et aussi le désir d'étendre le champ de nos travaux.

Nous avons mené cette même réflexion au niveau des loisirs et grâce à la structure de l'Uni-Club, nous avons l'intention d'expérimenter avec les organisations syndicales des stages de vacances dans lesquels se rencontreraient des étudiants et d'autres jeunes travailleurs. Nous avons bien sûr besoin de la participation des jeunes des syndicats pour réaliser cette tentative, mais nous croyons quelle pourrait être le départ d'une véritable action commune en matière de loisirs des jeunes et accroître encore la volonté du travail uni des organisations syndicales.

Si nous attachons une importance aussi grande au problème des loisirs éducatifs, c'est que nous savons qu'ils sont à l'heure actuelle un des moyens de remédier aux carences en matière d'éducation et, en tout état de cause, un complément nécessaire dans la formation de l'individu. C'est pourquoi l'action de l'U.N.E.F. dans le domaine des loisirs doit s'intensifier et qu'en particulier le B.A.C. (Bureau d'Activité Culturelle) est appelé à notre avis à une importance toute particulière. Il doit permettre de promouvoir et de coordonner une véritable politique culturelle dans le mouvement étudiant et, à partir de cette politique, une réflexion sur l'action culturelle au niveau national.

De la même façon, l'action entreprise, avec la Fédération Nationale des Théâtres Universitaires apparaît comme très positive et doit manifestement être poursuivie et amplifiée.

Mais ici, nous trouverons un problème qui réside dans la participation des Oeuvres Universitaires à l'animation culturelle. La structure des Maisons de Faculté, l'animation culturelle des Cités, posent au mouvement une série de problèmes que ce Congrès devra résoudre. Dès à

...

présent, nous pouvons dire que le mouvement étudiant a défini, de même que les autres organisations de jeunesse et d'éducation populaire, la part qui lui revient en matière d'animation culturelle : la détermination des objectifs, le choix des sujets, l'animation proprement dite, relèvent de la seule compétence des intéressés qui auront démocratiquement défini leurs perspectives d'action. Ceci posé, le mouvement n'a pas à être hostile à une collaboration avec les Oeuvres Universitaires au niveau de l'administration, de la gestion et de l'organisation.

L'action culturelle du mouvement ne se limite pas au niveau national mais trouve aussi un champ d'expérience particulièrement fructueux dans les relations internationales. Les échanges de troupes, de groupes folkloriques, s'ils existent déjà, doivent s'intensifier entre les différents pays par l'intermédiaire des Unions Nationales. De la même façon, l'U.N.E.F. va s'appliquer à ce que des étudiants français puissent participer aux divers Festivals organisés dans les pays étrangers. Enfin, le Festival Culturel International de l'U.N.E.F. est entré maintenant dans une phase où il ne peut que gagner chaque année en qualité et en intérêt.

Ce Festival est d'ailleurs un exemple de la politique internationale menée par le mouvement. Notre désir de coopération concrète, souvent affirmé, trouve dans cette manifestation sa traduction la plus claire. Bien sûr, il n'en est pas le seul exemple et cette année encore l'U.N.E.F. a poursuivi ses activités internationales avec le désir d'intensifier les rapports et les échanges entre les étudiants de tous les pays. Les excellentes relations que nous entretenons avec la plupart des Unions Nationales, la part que nous prenons depuis de longues années aux travaux des Congrès Internationaux, et surtout la politique ouverte que nous menons, nous ont donné un rôle important au plan international. Cette année, nous avons poursuivi nos travaux en nous efforçant, d'une part de développer les échanges et les rencontres bilatéraux, et aussi en défendant notre position visant à faciliter une réunification du mouvement étudiant, ou tout au moins un dialogue entre les divers groupes pour éviter, les ruptures totales.

En fonction de ces positions et de la politique de "trait-d'union" qu'assume de facto l'U.N.E.F., en particulier en permettant par exemple que se tienne la Rencontre Européenne, il est nécessaire de réfléchir sur notre situation internationale. Quoi qu'il en soit, une éventuelle adhésion de l'U.N.E.F. à l'U.I.E. ne peut pas être une remise en cause de notre politique actuelle, mais il faut bien comprendre qu'une telle décision aurait des répercussions sur nos facilités de relations avec les Unions Nationales. Si dans le même temps, nous affirmons clairement, en les précisant, certains des principes qui guident l'action internationale de l'U.N.E.F., nous pouvons peut-être éviter que les répercussions qui se feraient jour parmi les autres Unions Nationales soient limitées et n'entravent pas à l'avenir nos rapports et nos travaux communs.

Cette année une série de problèmes précis ont amené les Unions Nationales Européennes à se pencher en commun sur la situation qui était née de l'existence de l'Europe des Six. Les discussions qu'ont eu les Unions Nationales à Bruxelles ont montré la volonté qui était celle de la plupart des dirigeants de ne pas limiter notre action au cadre d'une Europe étroitement définie et la décision d'inviter à nos réunions les Unions Nationales Européennes des pays non-membres prouve notre volonté d'étendre le travail commun. Néanmoins, nous avons eu en même temps conscience des problèmes précis qui se posent dans différents domaines aux étudiants des six pays et pour lesquels nous pouvons avoir à proposer des solutions concrètes.

Sur un plan quelque peu différent, mais pour les mêmes raisons de fond, nous avons dû nous pencher avec nos camarades allemands de la V.D.S. sur le problème du Traité Franco-Allemand et sur ses répercussions éventuelles au niveau des organisations étudiantes. Notre sentiment sur cette question présente à l'heure actuelle une analogie très grande avec la pensée de nos camarades allemands. D'une part, au simple niveau des relations avec des organisations étrangères, la détermination appartient à l'organisation elle-même. D'autre part, au niveau de la forme que pourraient prendre ces relations, la non-consultation des organisations intéressées nous paraît une entorse grave à nos principes. Enfin, et nous entrons ici dans le domaine plus spécifiquement national, l'attribution de crédits prioritaires pour des activités que les mouvements de jeunesse n'ont pas établis eux-mêmes, alors que le financement proposé à leurs propres activités reste ridiculement faible, constitue une nouvelle entrave au fonctionnement normal des mouvements de jeunesse.

C'est un point noir au niveau de la politique "Jeunesse", alors même que certains autres aspects semblaient pouvoir s'améliorer même si la situation de l'U.N.E.F. à l'égard du Haut-Comité était restée confuse.

A l'heure actuelle, la décision des Mouvements de Jeunesse et la réflexion propre de l'U.N.E.F. sur le problème, nous ont conduits à une position qui, une fois réglé ce problème du Haut-Comité, doit permettre aux mouvements de déterminer plus rationnellement leur politique et à en proposer les objectifs au Gouvernement. En particulier, certains aménagements sont déjà demandés par les Mouvements de Jeunesse aux Commissions de travail du Haut-Comité ou aux Séances Plénières, lesdits aménagements tendant essentiellement à rendre les débats plus démocratiques. Dans cette voie, nous avons obtenu la création du Bureau Permanent.

La C.O.G.E.D.E.P. n'a pas vu cette année naître de nouveaux problèmes, si ce n'est la transformation du C.O.G.E.D.E.P. actuel en un nouveau C.O.G.E.D.E.P. auquel on aurait enlevé sa billetterie pour la confier à un nouvel organisme dont le fonctionnement serait plus ou moins inspiré de celui du C.O.G.E.D.E.P. La prise de position sur le "Fond de Coopération" témoigne de notre volonté de refuser un système qui ne corresponde pas à la conception que nous avons d'une véritable autonomie des Mouvements de Jeunesse.

Notre action s'est aussi développée au niveau du G.E.R.O.J.E.P., mais dans l'état actuel des choses le G.E.R.O.J.E.P. ne peut pas réaliser un travail approfondi et constructif ; il a néanmoins su faire preuve d'une remarquable unité à propos du Haut-Comité et pris plusieurs positions sur des sujets d'actualité : défense des libertés à l'occasion du référendum, et dernièrement, mouvement de solidarité à l'égard des mineurs en grève. Nous avons déjà eu l'occasion de dire combien cette position était importante. En même temps, et parce que nous voyons en lui un instrument efficace, l'U.N.E.F. a effectué un travail actif à l'intérieur du C.R.I.J.E.F. D'ailleurs, cet organisme doit être utilisé pour ce qui est des relations avec les Mouvements Internationaux de Jeunesse et du fait de la nécessaire ouverture des Mouvements aux problèmes internationaux, il est souhaitable que le Congrès puisse définir le cadre d'une participation et d'une collaboration avec la W.A.Y. et la F.M.J.D., le C.R.I.J.E.F. paraissant une excellente structure pour participer aux travaux de ces organismes.

Cela introduit une dimension internationale manifeste dans le travail concernant les Mouvements de Jeunesse. Parce qu'il est riche en leçons pour le futur, il faut signaler le Meeting unitaire des Organisations de Jeunesse qui s'est tenu à Paris pour la solidarité aux mineurs. La participation de toutes les Organisations de Jeunesse et le début de dialogue qui s'est instauré avec les Organisations de Jeunesse politiques doivent être poursuivis et donner vraisemblablement un nouvel essor au travail avec les Mouvements de Jeunesse.

Il faut signaler que certaines difficultés sont nées de l'absence de travail "Jeunesse" au plan parisien. Néanmoins, de gros progrès ont été faits par rapport à l'an dernier et les A.G.E. semblent se préoccuper davantage du problème, attitude qui doit encore s'amplifier l'année prochaine.

Le travail des Organisations de Jeunesse au sein de la Commission Nationale "Armée-Jeunesse" a été généralement efficace et productif. Pour ce qui est de l'U.N.E.F., nous avons obtenu d'excellents rapports avec la Commission et cela est dû en grande partie à la personnalité des différents membres de la Commission et également à l'attitude du Général GAMBIEZ, Président de la Commission. Dans les différents groupes de travail, les résultats ont souvent été positifs, néanmoins, on peut à nouveau s'interroger sur l'efficacité réelle des activités de chaque commission. L'U.N.E.F. a apporté sa compétence au groupe de travail "Sursis" et, d'après les informations officieuses, nous pouvons dire que beaucoup des conclusions du groupe de travail ont été retenues par la Commission Mixte "Armée/Education Nationale". Les relations avec le Ministère ont aussi été bonnes pendant cette année avec le S.I.E.C.A.

Il est à noter que le travail du Vice-Président a été encombré durant une bonne partie de l'année par le problème des sursis dont les A.G.E. devraient normalement se charger. La réflexion proprement dite sur les problèmes militaires a été ainsi limitée, de toute façon il semble qu'elle ne doit pas venir du seul Vice-Président, mais qu'il serait bon d'envisager la création d'un Secrétariat d'Etudes des problèmes militaires.

...

Après la fin de la guerre d'Algérie, le mouvement a continué à se préoccuper de la situation que connaissait l'Algérie indépendante. Dès l'été 1962, à l'appel de l'U.N.E.F., 60 jeunes enseignants allaient pratiquer cette coopération qui, pour nous, avait toujours été liée à notre désir de voir s'achever la guerre.

En accord avec nos camarades de l'U.G.E.M.A., nous avons réalisé cette expérience et, malgré quelques difficultés, il est nécessaire que nous puissions cette année la renouveler/ Les Algériens que nous avons rencontrés, tant dans le Gouvernement que parmi nos camarades étudiants, nous le demandent comme ils nous demandent d'user de notre influence pour décider de nombreux jeunes, enseignants, techniciens, médecins, à venir participer à la tâche de coopération en s'installant pour accomplir leur travail en Algérie

Nous avons continué à entretenir les meilleures relations avec nos camarades algériens, soit avec l'Amicale des Etudiants Algériens en France, soit avec l'U.G.E.M.A. Au cours d'un Séminaire qui s'est tenu à Alger, nous avons cherché de nouvelles bases concrètes d'action commune et un certain nombre de problèmes ont été posés, auxquels le nouveau Bureau devra donner des réponses.

Enfin, après les destructions par l'O.A.S. des locaux de la Bibliothèque Universitaire d'Alger, nos camarades algériens nous ont demandé de prendre en main la constitution d'un Comité pour la Bibliothèque Universitaire. Nous avons souscrit à cette demande et nous avons cherché en France les contacts nécessaires pour donner à ce Comité le maximum de retentissement et lui permettre d'effectuer un travail rapidement productif. Une série d'obstacles ont empêché que ce Comité puisse être lancé aussi vite que nous l'aurions voulu et il importe que le nouveau Bureau puisse très rapidement contribuer à son démarrage.

En même temps, nos camarades nous avaient demandé de leur fournir dans l'immédiat une aide en ouvrages photocopiés dont les étudiants algériens étaient totalement démunis. Grâce à l'effort de plusieurs Associations Générales, nous avons pu transmettre à nos camarades algériens plusieurs centaines de fascicules touchant à toutes les disciplines. Nous espérons ainsi avoir facilité la tâche à nos camarades étudiants à l'Université d'Alger et il est vraisemblable qu'à l'avenir nous devons encore être prêts à leur apporter une aide dont ils auraient besoin.

Enfin, nous croyons que nous pourrions approfondir avec nos camarades algériens l'idée même de coopération et que des expériences communes que nous pourrions faire très rapidement et pour lesquelles nous nous trouvons prêts, les uns et les autres, nous pourrions tirer des conclusions pratiques qui nous permettraient de posséder une meilleure base de raisonnement. Par ailleurs, nous pouvons trouver au sein du Ministère de la Coopération une aide qu'il nous importe de préciser, afin que les actions engagées soient complémentaires et ne risquent pas de se gêner.

En France même, la tâche du mouvement étudiant revêt une grande importance dans ce même domaine. Nous devons en effet, avec les organisations syndicales et les mouvements de jeunesse, contribuer à implanter dans la population cette idée de la coopération en détruisant tous les mythes stupides et les réactions irréfléchies qui pourraient venir l'entraver. Pour cela, nous avons besoin de l'aide de nos camarades algériens, ainsi d'ailleurs que de celle de tous nos camarades des organisations d'étudiants africains et malgaches, afin de mieux connaître les problèmes qui se posent à leurs pays et de chercher ensemble les solutions qu'ils proposent et auxquelles nous pouvons répondre. Cette tâche est la continuation de celle que nous avons menée pour la décolonisation et nous devons dès à présent songer à la situation de nos camarades antillais et préparer avec eux les mêmes perspectives d'avenir.

Il faut maintenant que nous considérions comment le travail de l'U.N.E.F. est possible et quelles sont les nécessités sur lesquelles il doit s'établir.

Il ne fait de doute pour personne que le fonctionnement administratif de l'U.N.E.F. laisse sérieusement à désirer, à la fois par un manque de moyens matériels manifeste et par une instabilité administrative chronique qui vient rendre pire la situation. Les modifications survenues dans le Bureau dans le courant même de l'année ont empêché un début de réalisation d'une rationalisation administrative. Les efforts du Secrétaire Général pour remettre de l'ordre dans l'U.N.E.F. n'ont pas permis à la situation de s'améliorer de façon évidente. Nous sommes parvenus à la conclusion que le problème est quelque peu à élever et que seule une réflexion globale pour la mise en place d'un véritable service de gestion, qui serait commun à l'ensemble des secteurs du mouvement étudiant, permettrait une solution efficace.

En effet, les incidences financières de l'instabilité administrative ainsi que les répercussions sur les conditions de travail du Bureau, exigent qu'une solution soit trouvée au plus tôt à ce problème. Ce service permettrait en même temps de faire face aux tâches accrues qui attendent le mouvement avec le développement du secteur gestionnaire (Uni-Club, Coopé.) ainsi qu'aux problèmes que va poser à la Mutuelle l'augmentation du nombre des étudiants. Il importe que ce Congrès cherche des solutions concrètes et progressives pour la mise en place de ce service de gestion que, jour après jour, nous sentons plus nécessaire.

Cette rationalisation, qui n'est pas une bureaucratisation, est nécessaire aussi à cause de l'augmentation des tâches du mouvement étudiant.

Il est manifeste en particulier qu'une solide organisation en vue de la formation et de l'information est absolument nécessaire.

...

Les A.G.E. avaient eu conscience l'an dernier des problèmes qu'il fallait absolument résoudre, d'une part en ce qui concerne la formation des cadres, d'autre part pour l'information du milieu. Des idées avaient été émises concernant ces différents points, mais elles se sont précisées cette année, et donnent des directions de travail qui peuvent être extrêmement fructueuses. De la même façon, et suivant les propositions des A.G.E., le bureau a réfléchi sur les diverses méthodes utilisables dans ce domaine. Nous avons élaboré et réalisé, avec le concours des A.G.E., une politique de formation et d'information qui, pour la première fois, représente une conception globale. D'une part, 300 stages nationaux se sont tenus, ce qui est peu eu égard aux cadres dont le mouvement a besoin, mais qui marque le début résolu d'une politique. Outre une vue à long terme, certains de ces stages ont permis dans l'immédiat de réaliser dans une douzaine d'A.G.E. des sessions pré-universitaires d'accueil qui ont connu un inégal succès, mais qui paraissent un instrument remarquable que nous devons perfectionner.

Certes, nous devons souligner les difficultés rencontrées afin de pouvoir les surmonter. D'une part, il manque pour le moment des animateurs pour ces stages, ainsi d'ailleurs qu'une connaissance suffisante des différentes méthodes qui peuvent être utilisées pour la formation. Les expériences multiples qui ont été tentées cette année doivent permettre au Congrès de définir, non pas la, mais les manières permettant la meilleure formation des étudiants intéressés au syndicalisme étudiant.

Les techniques traditionnelles, les expériences des autres syndicats, les méthodes nouvelles, telles que par exemple l'enquête-participation, doivent contribuer, chacune à leur place, à cette tâche de formation qui conditionne la vie du mouvement.

D'autres difficultés ont aussi été enregistrées, parfois la manque de zèle des A.G.E., même si elles reconnaissent la nécessité de cette formation, l'absence de moyens financiers, le problème des locaux. Nous devons aussi tenter de donner une solution à ces problèmes, car si nous avons conscience qu'une véritable politique de formation est nécessaire, nous devons lui donner les moyens de: se développer.

Simultanément, et parce que les deux problèmes sont liés, nous avons développé une politique de l'information. Le mouvement possédait un journal dont chacun s'accordait à dire qu'il ne correspondait pas aux besoins, les U.N.E.F.-Inform. et les circulaires. Peu à peu, après une réflexion collective du Bureau et de certaines A.G.E., ont été conçus les "Cahiers de l'U.N.E.F.". Puis, "21 x 27", nouvelle formule de l'"Etudiant de France" a été lui aussi élaboré et réalisé. Quelques principes ont guidé notre action en ce domaine. D'une part, la volonté de donner au plus grand nombre une possibilité réelle d'éducation syndicale, d'autre part, l'adaptation de chaque publication à la catégorie de lecteurs qu'elle voulait toucher. Ainsi, le responsable au niveau supérieur utilise "U.N.E.F.-Information" qui est l'approfondissement réel d'une question et le résultat d'une réflexion commune ou individuelle ; les fiches techniques qui sont à perfectionner, auraient la même attribution. Le responsable moyen, le militant, trouvent dans les

"Cahiers de l'U.N.E.F." diverses rubriques correspondant chacune à un besoin. Le "point-de-vue" invite au libre débat démocratique et permet la confrontation de laquelle doit se dégager les positions du mouvement ; la "pratique syndicale" donne des exemples concrets de l'action que peuvent mener les responsables aux différents niveaux ; les "documents" donnent une connaissance des projets de l'U.N.E.F. à partir desquels doit se dégager l'action, utilisant la méthode des tableaux ou des graphiques, ils doivent permettre une compréhension rapide, claire et synthétique d'une position longuement discutée et élaborée.

Quant au "86.01", il donne à tous les militants les nouvelles du mouvement et doit renforcer ainsi la conscience de l'unité interne de l'U.N.E.F.

Cette publication, dont il était prévu initialement 1.500 exemplaires, a vu son tirage passer à 4.500 pour les numéros 2 et 3.

C'est donc au moins 4.000 militants dont la réflexion est sollicitée par cette publication et le succès de cette initiative paraît incontestable,

Enfin, l'adhérent était jusqu'ici fort négligé. Hormis certains journaux d'A.G.E., dont nous connaissons tous les difficultés, seuls les tracts représentaient le lien entre les dirigeants et les adhérents. A la suite de l'exemple de certaines A.G.E., et sous l'impulsion du Bureau National, on a vu cette année se développer la formule de l'"A.G.E.-Inform.". C'est un instrument privilégié, généralement moins coûteux qu'un journal, et finalement plus efficace parce que la continuité dont il fait preuve entretient l'étudiant dans une attention plus critique, et partant, constructive, des propositions du mouvement. Cette formule doit encore s'entendre l'an prochain et, certaines A.G.E. pourront apporter leur expérience afin d'aider à l'accroissement de ce système d'information.

Enfin, l'U.N.E.F possède maintenant un journal dont la formule n'est pas encore stabilisée mais qui, dès le premier numéro, apparaît plus utilisable que l'ancien "Etudiant de France". Ses buts sont aussi quelque peu différents car il tend plus à donner à chaque étudiant des éléments d'une réflexion grâce à des enquêtes, à des dossiers, qu'à le pénétrer d'idées. Il est vraisemblable qu'un équilibre est à trouver dans l'extension respective des différentes rubriques et il est certain qu'après quelques numéros, les critiques qui se dégageront doivent nous permettre d'améliorer cette publication.

Quoi qu'il en soit, le Bureau a l'impression que dans ce domaine particulier il a entrepris de donner au mouvement un véritable instrument, maintenant complet, d'information et de formation. Il reste à nos successeurs à améliorer les formules ou à les modifier en fonction de réalités nouvelles. Il reste aussi à régler les problèmes de diffusion afin que les publications ne grèvent pas trop lourdement le Budget de l'U.N.E.F.

Une organisation comme l'U.N.E.F. plonge ses racines vivantes dans une politique de formation et d'information. La prise de conscience des étudiants, leur désir de prendre des responsabilités, n'est possible que si ils ont à la fois à leur disposition des moyens d'information et s'ils trouvent à tous les niveaux un système de formation adapté à ce qu'ils attendent et aux besoins du mouvement. Cette année, l'effort réalisé a été considérable mais nous pensons qu'en ce domaine l'évolution possible des méthodes peut être très rapide. Nous pensons aussi qu'une confrontation est nécessaire avec les autres organisations qui connaissent les mêmes problèmes techniques, afin que nos expériences personnelles nous fournissent un enrichissement réciproque. L'idée a en particulier été avancée d'un Colloque dans lequel se seraient rencontrées des organisations politiques, syndicales, de jeunesse, et où auraient été abordés le problème de la formation des cadres, des efforts de participation des adhérents, du fonctionnement interne des structures. Nous croyons que si cette initiative peut être réalisée, elle permettrait sans doute un progrès important dans l'utilisation de nouvelles méthodes de travail et dans le fonctionnement du mouvement.

En définitive, nous voyons que se trouvent reliés ici les deux aspects fondamentaux du travail entrepris et qu'il nous faut considérablement développer. D'une part, intensifier dans tous les secteurs le travail commun des organisations syndicales et des mouvements de jeunesse dont la vitalité est une des conditions de la démocratie de demain. En effet, même si, à l'heure actuelle, nous avons moins d'occasions que dans un passé récent pour manifester à tout moment notre attachement à la défense des libertés, même si le renforcement de la puissance des organisations syndicales à la suite des derniers succès est évident, il n'en reste pas moins que les syndicats ont eu précisément à se dresser pour cette même défense des libertés et qu'à l'heure actuelle nous pouvons affirmer que toute menace n'est pas effacée.

De l'autre côté, nous avons conscience d'une organisation qui tire sa force des succès qu'elle obtient, des positions qu'elle détermine, mais aussi et surtout, de la participation réelle de ses adhérents au choix des objectifs, à la lutte pour leur succès, et à la tâche pour leur application. Ce même schéma, qui nous semble correspondre à une définition vivante de la démocratie, nous le trouvons dans notre mouvement, mais nous voulons qu'il soit autre chose qu'un cadre stéréotypé. C'est pourquoi les possibilités d'information, la faculté accordée à tous de trouver au sein du mouvement une école de formation, les efforts à tous les niveaux pour que se dégage vraiment une participation des étudiants à la prise de conscience de leurs problèmes et à la mise en oeuvre des moyens pour les résoudre, nous semblent le deuxième objectif fondamental de notre action.

Que les organisations démocratiques assurent la réflexion et les efforts pour que les problèmes essentiels qui permettent l'exercice de la démocratie soient réglés, qu'elles le fassent dans le respect d'une démocratie en leur sein, telle est en définitive notre volonté. Nous souhaitons que l'U.N.E.F. trouve sa place dans cette oeuvre, nous pensons malgré tout que le Bureau a permis par son action qu'une telle perspective se précise pour nous, et nous croyons que le Congrès saura tirer parti des forces que l'U.N.E.F. possède encore ; nous souhaitons qu'il dégage par sa réflexion une sorte de force nouvelle.